

Der Grosse Rat Le Grand Conseil
des Kantons Bern du canton de Berne

Dienstag (Nachmittag), 3. Dezember 2019 / Mardi après-midi, 3 décembre 2019

Finanzdirektion / Direction des finances

53 2019.RRGR.263 Motion 215-2019 Tobler (Moutier, SVP)
Reorganisation der Steuerverwaltung Moutier muss gestoppt werden
Richtlinienmotion

53 2019.RRGR.263 Motion 215-2019 Tobler (Moutier, UDC)
Stopper toute réorganisation à l'intendance des impôts à Moutier
Motion ayant valeur de directive

Der Vizepräsident, Stefan Costa, übernimmt den Vorsitz. / Le vice-président Stefan Costa prend la direction des délibérations.

Stefan Costa, Langenthal (FDP), Vizepräsident. Wir kommen zum Traktandum 53, der Motion von Grossrat Tobler: «Reorganisation der Steuerverwaltung Moutier muss gestoppt werden». Sie haben einen Ordnungsantrag angenommen. Es ist nicht mehr eine Richtlinienmotion, sondern wir befinden uns in einer freien Debatte. Das Wort ist frei für den député Tobler.

Marc Tobler, Moutier (UDC). Suite à la motion Brönnimann, le gouvernement bernois s'est engagé à réduire 80 postes dans l'administration centrale. Pour l'ensemble de l'intendance des impôts cela représente 9,5 unités de personnel. La motion Brönnimann a pour objectif de réduire les unités de personnel dans les services centraux. C'est-à-dire, les postes en lien avec la direction et les états-majors des offices. Pour l'intendance des impôts, la définition de service central a été interprétée de manière très élastique, puisque sur les 9,5 unités de personnel devant être supprimées, 4 le seront sur le dos des régions du Jura bernois et du Seeland. Parallèlement à cela, le reste se fera sur quelques postes centraux et d'une manière linéaire. Si malgré tout on accepte que les régions administratives fassent partie des services centraux, on peut se demander pourquoi 42 pour cent de cette réduction se font sur le dos de notre région. Equitable serait, par exemple, deux postes de cadre à Bienne, et puis deux postes de cadre à Moutier.

Les synergies entre les régions Seeland et Jura bernois sont plus théoriques qu'effectives. Du moment que les services sont maintenus sur les deux sites, il est difficile de créer des synergies au niveau des équipes, et plus particulièrement, pour les francophones. Certes, les guichets et les sites seront maintenus à Moutier. Mais la région Jura bernois sera dirigée par une équipe établie à Bienne qui naviguera entre les deux sites. Comme la région Seeland emploie environ une quinzaine de francophones, ceux-ci ajoutés aux 40 francophones de Moutier maintient la minorité linguistique dans un environnement nettement dominé par la partie germanophone. Dans tout projet de restructuration, force est de constater que c'est toujours le plus grand qui mange le plus petit. Le projet de réorganisation est contesté dans la région. Il est contesté par la Députation, par le Conseil du Jura bernois (CJB), par l'Association des communes Jura bernois.Bienne. La région n'en veut pas. Le Grand Conseil doit écouter cette région et comprendre ses besoins. Dans un grand canton bilingue avec seulement dix pour cent (et environ cinq pour cent dans le Jura bernois) de francophones, les 90 pour cent des germanophones doivent écouter la région francophone, et la croire quand elle tire la sonnette d'alarme. La minorité de cinq pour cent a besoin du respect de la majorité pour exister. Merci de votre soutien pour le Jura bernois, pour le bilinguisme du canton de Berne. Merci de maintenir des emplois et des postes de cadres en français dans le Jura bernois et à l'intendance des impôts. Et maintenant, j'attends vos commentaires, avant d'éventuellement transformer cette motion en postulat.

Stefan Costa, Langenthal (FDP), Vizepräsident. Wir kommen zu den Fraktionssprechenden. Als Erstes, für die SVP, Roland Benoit.

Roland Benoit, Corgémont (UDC). Par cette motion, le motionnaire demande que l'on stoppe cette restructuration. Cela a été dit. Je ne vais pas répéter tout ce qu'il a dit. Toujours est-il qu'il y a une motion qui a été acceptée ici dans ce parlement. J'aimerais quand même répéter que nous ne sommes pas contre une restructuration. Si des postes doivent être supprimés, il faut les supprimer. La grosse problématique dans cette restructuration, c'est que certaines instances politiques, dont le CJB, n'ont pas été consultées pour ce faire, et que finalement, on prend des décisions, peut-être en ne prenant pas en considération le nombre de francophones dans l'administration cantonale. Selon les statistiques dans l'administration cantonale, les romands représentent le dix pour cent de la population, et dans le cas des employés de l'administration, effectivement dix pour cent de romands sont employés. Par contre, où le bât blesse, c'est dans les postes de cadre. Et alors là, dans les postes de cadres, les francophones sont pratiquement absents de toutes les fonctions très importantes, telles que chef d'office, chef de service, ou chef de division. Et là on se pose la question, Madame la Conseillère d'Etat, si on fait une réorganisation dont on sait que, peut-être, elle aura des effets à un éventuel départ de Moutier, ce qui veut dire que l'administration cantonale devra recentraliser ce départ dans une autre région, dans une autre commune du Jura bernois, pourquoi avoir entamé cette restructuration, et y avoir pris déjà des décisions ? On sait aujourd'hui que la plupart de ces cadres – donc, je parle de quatre cadres dans le Jura bernois – n'ont pas été retenus dans la nouvelle constellation -qui va vraiment dans le sens d'une fusion ? Or, si fusion il y a, il n'y a plus d'autorité de taxation dans le Jura bernois. S'il y a un site de travail, cela ne suffit pas, donc, on enlève quand même une autorité à part entière qui est reconnue, dans le cadre de notre administration décentralisée. Alors, pourquoi ne pas avoir fait preuve de bon sens, et dans cette restructuration et n'avoir pas choisi de maintenir deux postes de cadre francophones, et deux alémaniques ? Finalement, je pense qu'on n'aurait pas réagi autant concernant ces postes qui ont été supprimés. Pour terminer, encore une fois : dites-nous, pourquoi cela a été fait dans ce sens-là ? Et pourquoi vous n'avez pas consulté le CJB au niveau de cette restructuration ? Donc, qui, en cas de fusion, disparaîtra du Jura bernois, territorialement reconnu au niveau de l'administration décentralisée ?

Tom Gerber, Reconvillier (PEV). Je crois que parfois, notre gouvernement a un peu de peine avec l'interprétation de certains termes. Il est pour le moins quand même étonnant que l'unité administrative probablement la plus décentralisée qui soit, soit d'un coup « administration centrale », quand il s'agit d'une réduction de postes. Il est encore plus étonnant que c'est précisément cette unité décentralisée qui doit assumer, à elle seule, près de la moitié des réductions de postes de toute l'intendance des impôts du canton. Chers collègues, bien sûr, il est possible de tout concentrer. Bien sûr, comme pour l'école à Berthoud, il aurait été possible de construire une halle de sport à Berne, et de tout mettre à Berne, n'est-ce pas, Monsieur Brönnimann ? Eh bien, non ! Nein, Herr Brönnimann, nein, Frau Direktorin, der Kanton Bern besteht nicht nur aus Bern, Biel und Thun. Le canton de Berne, c'est aussi l'Oberhasli, c'est aussi l'Emmental, c'est aussi l'Oberaargau, mais c'est aussi Moutier et le Jura bernois. Si nous voulons continuer de vivre ensemble, si de plus vous n'aimeriez pas encore plus de congestion à la gare de Berne – il manque déjà des quais ! – et sur quelques routes déjà surchargées. Eh bien, ce sont des places dans les unités décentralisées qu'il s'agit de conserver. Vous aurez encore du même coup fait une bonne œuvre pour la nature et le climat – sujet d'actualité – mais aussi pour la qualité de vie des familles. Pour une région comme la nôtre, et particulièrement dans le contexte politique actuel vos mesures qui semblent aller plus loin que ce que vous avez publié dans votre communiqué de presse sont malvenues. Le groupe évangélique n'est pas fermé de manière générale à des mesures de restructuration, mais pas n'importe comment, pas à charge des unités décentralisées, raison pour laquelle notre groupe vous propose d'adopter la présente motion sous forme de postulat.

Peter Gerber, Schüpfen (BDP). Die Motionäre wollen jegliche Reorganisation in der Steuerverwaltung umgehend sistieren, bis die Kantonszugehörigkeit der Stadt Moutier geklärt ist. Wir wissen alle: Das kann noch lange dauern. Die genannte Reorganisation läuft seit dem Sommer und hat zum Ziel, die Zusammenarbeit der Region Jura und Berner Seeland zu stärken. Das sind die zwei kleinsten Steuerverwaltungen. Unserer Ansicht nach macht dies durchaus Sinn, da eine Reorganisation eine Chance ist für beide Kreise ist, insbesondere für den Berner Jura. Und, liebe Kollegen, das Büro Moutier wird nicht geschlossen. Der Regierungsrat schlägt Annahme als Postulat vor. Die Motion wird von der BDP einstimmig abgelehnt. Im Sinn der Motionäre, «[kein weiteres] Wasser auf die Mühlen der Gegner des Kantons Bern», stimmt die BDP dem Postulat zu.

Carlos Reinhard, Thun (FDP). Der FDP-Fraktion geht es genau gleich wie einigen Vorrednern von mir. Die Antwort des Regierungsrates ist sehr einleuchtend. Deshalb werden wir auch einem Postulat zustimmen, aber nicht einer Motion. Das Verständnis für das Anliegen ist bei uns sehr hoch. Aber der Abstimmungstermin ist noch nicht definitiv bekannt, und man weiss auch nicht, wie lange diese Verfahren noch dauern werden, und vielleicht gibt es dann wieder Einsprachen und so weiter. Es kann nicht sein, dass man jetzt einfach ein Moratorium für eine unbekannte Zeit macht, die wir hier nicht kennen. Deshalb denken wir, dass hier ein Postulat mehr helfen würde, damit man dem Regierungsrat bei diesen Umstrukturierungen oder Verhandlungen auch die Freiheiten oder ein wenig Flexibilität gibt.

Julien Stocker, Biel/Bienne (glp). Die grünliberale Fraktion lehnt diese Motion ganz klar ab. Der Kanton Bern muss doch in der Lage sein, seine Verwaltung nach bestem Wissen und Gewissen zu führen, und das heisst aber auch, effizient zu führen. Und solange Moutier zum Kanton Bern gehört, gilt das eben auch für die Steuerverwaltung in Moutier. Der Kanton hat ja weder ein Interesse daran, übermässig Stellen abzubauen, denn dann kann die Verwaltung ihre Arbeit nicht verrichten, noch haben wir ein Interesse daran, überflüssige Stellen zu schaffen. Der Regierungsrat hat es in seiner Antwort auch schon geschrieben, dass der Standort Moutier gleichwertig erhalten bleibt und nicht gefährdet sei. Aber wenn wir Stellen durch Synergien einsparen können, dann ist das doch eigentlich auch etwas Erfreuliches und sogar wünschenswert. Wenn dieser Abbau noch ohne Entlassungen erreicht werden kann, umso besser. Denn wir haben ja ein Interesse daran, Ineffizienzen zu bereinigen und dass der Kanton möglichst gut funktioniert. Die Motion greift für uns ganz klar zu stark ins operative Geschäft ein. Deshalb lehnen wir sie auch ab.

Christoph Grupp, Biel/Bienne (Grüne). Cher Marc Tobler, Sie haben mit Ihrer Motion den Antrag gestellt, jegliche Änderungen bei der Steuerverwaltung in Moutier zu sistieren. Dies mit dem Verweis auf die ungeklärte Frage der Kantonszugehörigkeit von Moutier. Im Namen der Grünen, und auch mir persönlich ist es ein Anliegen, auf ein paar wirklich störende Punkte in diesem Vorstoss hinzuweisen. Erstens geht es um den Vollzug eines Beschlusses aus der Spardebatte von vor zwei Jahren, als die beiden Planungserklärungen von Thomas Brönnimann angenommen wurden, die einerseits eine lineare Stellenkürzung von 1 Prozent über die ganze Verwaltung und 3 Prozent über die sogenannte Zentralverwaltung forderte. (*Der Redner wendet sich an Grossrat Brönnimann. / L'orateur se tourne vers le député Brönnimann.*) Sie haben damals mit der Mehrheit des Grossen Rates und mit sämtlichen Mitgliedern der Députation diese beiden Anträge angenommen. Und genauso haben heute dieselben Personen auch wieder weiteren Stellenkürzungen zugestimmt, im Rahmen des Voranschlags und des Finanzplans. Diesen März hat unsere Kollegin Sandra Hess in der Grossratskolumne im «Bieler Tagblatt» über das sogenannte Nimby-Phänomen geschrieben: Not in my backyard. Veränderungen ja, aber nicht bei mir. Stellenkürzungen ja, aber nicht bei mir. Wir haben damals von grüner Seite diese Vorstösse nicht unterstützt, wohl wissend, dass Stellenabbau bei der kantonalen Verwaltung, und eben manchmal auch bei der Zentralverwaltung, meistens zu einem Abbau des Service public führen, und dies überdurchschnittlich auch in Randgebieten. Wenn jetzt also in Folge dieses Entscheids in der Steuerverwaltung Biel und Moutier Stellen gestrichen, respektive Leitungsstellen reduziert werden, dann finden wir das natürlich nicht toll. Die Begründung des Regierungsrates leuchtet aber ein. Es sind die zwei kleinsten Einheiten in der Steuerverwaltung – wir haben es bereits gehört –, und deshalb ist eine Zusammenlegung bei bestehendem Sparauftrag mit einer gewissen Logik verbunden. Zweitens ist es mir wichtig, zu bemerken, dass es sich um doppelt besetzte Kaderstellen handelt. Es wird also eine Leitung weitergeführt, und es ist auch noch nicht festgelegt, wo diese Kader dann genau arbeiten werden. Sie werden wahrscheinlich an beiden Standorten arbeiten, und deshalb ist auch die Leitungsfunktion nicht einfach nach Biel verlegt. Für mich ist in diesem Zusammenhang der Aufschrei, es gehe gegen französischsprachige Kader, ein wenig ein Gejammer. Man könnte glauben, in Biel lebe niemand, der Französisch spricht.

Fahrlässig finde ich die Aussage, diese Reorganisation müsse bis nach der nächsten Moutierabstimmung warten, weil sie von den Gegnern des Kantons Bern instrumentalisiert werden könnte. Aber genau das passiert jetzt eben durch die Befürworter. Das ist eine Instrumentalisierung in die andere Richtung. Keine Veränderung in Moutier oder im Berner Jura zu haben, bei irgendwelchen Reorganisationen der Verwaltung, ist eine Ungleichbehandlung auf die andere Seite, und sie ist nicht zu rechtfertigen. Sie ist vor allem nicht zu rechtfertigen, weil damit die Verwaltungsregion Biel benachteiligt wird. Das sieht man auch bei weiteren Vorstössen, Interpellationen, die zum selben

Thema eingereicht wurden. Punkt 6 verlangt oder fragt nach der Verlegung sämtlicher französischsprachiger Stellen der Steuerverwaltung in den Berner Jura. Das heisst, Unterdrückung der entsprechenden Stellen und Funktionen in Biel. Immerhin leben aber in Biel 20 000 französischsprachige Bürgerinnen und Bürger, und in Nidau auch noch einmal ein paar Tausend. Dass diese für ihre Steuerfragen bis in den Jura gehen müssen, ist weder sinnvoll noch machbar, und es ist realitätsfremd und deshalb deplatziert. Mit Verweis auf die Animositäten im Moutierkonflikt wird damit ein neuer Graben geschaffen: Derjenige zwischen Biel-Seeland und dem Berner Jura, der für die ganze frankophone Bevölkerung im Kanton Bern in keiner Art und Weise zielführend ist.

En se référant au conflit autour des votations à Moutier, on crée ainsi un nouveau fossé qui est celui entre les régions francophones et bilingues du Jura bernois et Bienne-Seeland, qui n'aideront aucunement la minorité francophone dans le canton de Berne. Die Grünen können deshalb aus Sorge um die frankophone Minderheit der Überprüfung zustimmen, also dem Postulat zustimmen, nicht aber der Motion. Wir empfehlen gleichzeitig den Verantwortlichen in der FIN, Sorge zu tragen, dass bei künftigen ähnlichen Entscheiden den Kommunikationsabläufen besser Rechnung getragen wird.

Stefan Costa, Langenthal (FDP), Vizepräsident. Als letzte Fraktionssprechende, für die SP-JUSO-PSA-Fraktion, la députée Sandra Roulet.

Sandra Roulet Romy, Malleray (PS). L'organisation de l'intendance des impôts est une chose, la Question jurassienne en est une autre, et il faut clairement les dissocier. D'abord, le Grand Conseil, ici présent, a approuvé la motion Brönnimann dans sa majorité bourgeoise pour une réduction de personnel de trois pour cent jusqu'en 2021. La Question jurassienne pourrait perdurer un temps indéterminé, jusqu'à sa résolution, et nous ne voulons pas que les décisions prises ici soient freinées en raison de la Question jurassienne. Les décisions de la droite doivent être assumées. Elles vont toucher les francophones, les germanophones et toutes les régions périphériques. Ce n'était pas le souhait de la gauche. D'autre part, le canton de Berne a les épaules solides pour construire sa politique d'une manière forte et indépendante, sans se laisser instrumentaliser par des personnes qui voudraient argumenter ses mesures dans le but de détacher Moutier de son environnement actuel, comme le craint le motionnaire.

Concernant la réorganisation de l'intendance des impôts, nous soutenons fortement que des services publics de proximité et de qualité aux citoyens soient maintenus dans tout le canton. Nous demandons que le bilinguisme à Bienne, et que les francophones du Jura bernois soient renforcés, ceci particulièrement dans une répartition proportionnelle des postes de cadre francophones. Je suis francophone et je défends les francophones. Toutefois, j'aimerais relever qu'il n'est pas de notre compétence de dicter à l'administration cantonale la mise en œuvre opérationnelle de la réorganisation de l'intendance des impôts, mais bien de veiller à ce que les conditions cadres prévues soient respectées. Or, l'administration nous garantit que des sites de proximité seront garantis dans le Jura bernois et à Moutier, ainsi qu'à Bienne. Ceci est important à relever. Le PS va rejeter la motion, et rejettera également le postulat dans une majorité.

Stefan Costa, Langenthal (FDP), Vizepräsident. Es hat sich noch eine Fraktion in die Rednerliste eingetragen. Für die EDU, Johann Ulrich Grädel.

Johann Ulrich Grädel, Schwarzenbach BE / Huttwil (EDU). Uns von der EDU überzeugen die Antworten der Regierung, und deshalb stimmen wir einem Postulat zu. Wann wir genau wissen, wohin Moutier gehen will, das kann ja noch länger dauern. Deshalb stimmt die EDU dem Postulat zu.

Stefan Costa, Langenthal (FDP), Vizepräsident. Wir kommen zu den Einzelsprechenden. Als Erstes, la parole passe au député Etienne Klopfenstein.

Etienne Klopfenstein, Corgémont (UDC). Pourquoi stopper la réorganisation de l'intendance des impôts à Moutier ? Ce n'est pas parce qu'on est contre la mise en œuvre de la déclaration de planification Brönnimann, mais finalement, pas de cette manière-là ! La déclaration de planification demandait une réduction des postes de travail dans l'administration centrale, et pas dans les lieux décentralisés. Ce qui est difficile à comprendre, c'est la manière avec laquelle cela est proposé. Sur les 9,5 postes qu'il est prévu de supprimer à l'intendance des impôts, 4 postes de cadre doivent être réduits dans le Jura bernois et à Bienne, dont 3,5 de postes à Moutier. Autant dire que c'est la fermeture à court terme de l'intendance des impôts dans le Jura bernois. Or, avec la loi sur le statut

particulier du Jura bernois, cette restructuration n'est pas admissible. A la Direction des finances, il y a seulement 3 pour cent de cadres francophones, alors que la moyenne cantonale est de 7,5 pour cent pour une population francophone qui représente tout de même 10 pour cent de la population cantonale. Face à cette situation, la restructuration proposée est inadmissible et doit être revue.

Virginie Heyer, Perrefitte (PLR). La Direction des finances nomme cette opération d'envergure, je cite : « ... un projet de l'intendance des impôts de renforcer la collaboration entre les régions Seeland et Jura bernois. ». Si on cherchait un titre de film, on aurait pu l'appeler « l'opération destruction massive de postes de cadres francophones », ou encore, « la mission restructuration unilatérale ». Toute sorte de justifications ont été trouvées en théorie pour tenter d'expliquer cette manœuvre. Rien ne la justifie dans la pratique. Le contexte régional actuel n'est pas favorable à une telle action de démantèlement. Lors de la suspension des travaux du groupe Grisel dans l'attente du règlement du sort de Moutier, il a été clairement dit que rien ne bougerait d'ici à la finalisation de ce rapport chargé de faire un état des lieux de l'administration cantonale décentralisée dans le Jura bernois. En tant que présidente de l'Association de communes Jura bernois. Bienne, je m'insurge contre cette tactique de démantèlement par étapes, sans parler du fait que la région n'a reçu aucune information préalable et a été mise devant le fait accompli. La minorité francophone a droit à une administration cantonale décentralisée qui a des compétences décisionnelles sur son propre territoire. Ne serait-ce que pour respecter la territorialité des langues. Je vous remercie de votre soutien à cette motion.

Maurane Riesen, Bern (PSA). Nous, le PSA, ne sommes pas d'accord avec le projet de réorganisation tel qu'il est prévu par le gouvernement. Mais lorsqu'on lit le texte de la motion qui nous est présenté ici, qui dit : « Il est politiquement inopportun et dommageable tant que l'appartenance cantonale de Moutier n'est pas définitivement arrêtée... », qui dit, « il faut renoncer, pour d'évidentes raisons politiques et tactiques à donner du grain à moudre... » aux forces hostiles du canton, ou je ne sais plus exactement quel terme a été utilisé. Si vous regardez les explications de cette motion, on ne parle pas de la réorganisation, on ne parle pas de l'impact que cela a sur le Jura bernois, mais simplement, on parle d'argumentations en vue de leur utilisation dans le cadre du vote de Moutier. C'est sur cela qu'on n'est pas d'accord. Sur le fond, on est d'accord avec la volonté de ne pas réorganiser les intendances des impôts comme cela est prévu par la Direction des finances.

Nous avons d'ailleurs déposé une motion (*M 284-2019*) dans ce sens en début de session. A notre avis, il faut garder une antenne francophone dans le Jura bernois, indépendamment du vote de Moutier. Une antenne avec les places de cadres qui vont avec. Nous sommes d'accord de faire les mêmes efforts en terme de réduction de places de travail, comme cela se fait dans le reste du canton, mais, dans la constellation prévue, le Jura bernois payerait dix fois plus en terme de places de travail que ce qui était prévu dans le cadre de la déclaration de planification Brönnimann et, de surcroît, avec des places de cadres, alors que le nombre de cadres francophones est largement sous-représenté dans le canton. Collaboration, synergies, oui, mais pas de fusions ! En résumé, à cause de sa formulation, nous ne soutenons pas la motion telle qu'elle est présentée, mais nous sommes concernés par la thématique. On pourrait également accepter un postulat, en se référant à ce qui a été dit, énoncé ici, lors du débat au Grand Conseil.

Hervé Gullotti, Tramelan (PS). Je vous livre ici quelques considérations à la lecture des réponses aux interpellations déposées par ma collègue Virginie Heyer et moi-même, ainsi qu'à celle de la motion de mon collègue Tobler. Tout d'abord, je regrette que la restructuration en cours ne tienne pas compte des travaux de la commission Grisel qui a pour mandat de réfléchir à la répartition des services de l'administration cantonale décentralisée dans le Jura bernois, dans la perspective du départ de la ville de Moutier dans le canton du Jura. Je trouve le moment mal choisi pour entreprendre une telle restructuration, même si celle-ci n'a aucun rapport avec la Question jurassienne. Je ne dénonce pas le fait que les francophones doivent participer à l'effort voulu par la majorité du Grand Conseil, en adoptant en 2017 la fameuse déclaration de planification Brönnimann. Nous devons tous supporter cette réduction en personnel linéaire, bien que le Jura bernois soit, en l'occurrence, particulièrement touché, plus que d'autres régions du canton. Par contre, je m'interroge sur l'évolution des postes de cadres francophones dans l'administration cantonale bernoise de manière globale. Je ne suis pas certain que la concentration des services fiscaux biennois et jurassiens bernois, sous l'étendard de l'efficience, à Bienne se fasse précisément en faveur des francophones.

Je pense qu'il est nécessaire d'avoir des postes à responsabilité occupés par des employés bilingues, mais il est aussi indispensable pour la paix des ménages que certains postes restent exclusivement en mains des francophones. A titre personnel, je soutiendrai cette intervention sous la forme d'un postulat.

Thomas Brönnimann, Mittelhäusern (glp). Ich finde es etwas gar mutig, hauptsächlich von den bernjurassischen Sprechern, jetzt hier noch eine Verbindung zum Jura oder zum Sonderstatut zu machen. Ich komme hier nach vorne, um ganz eindeutig die Regierung zu unterstützen, die hier einfach einen Auftrag ausführt, den das Parlament der Regierung gab. Wir sind das Parlament des ganzen Kantons, «statut particulier» hin oder her.

Dann wollte ich auch noch ein Wort zu dem sagen, was Etienne Klopfenstein sagte. Es ist mir zum Beispiel sehr bewusst, dass wir ein Problem haben mit dem Kaderanteil von Französischsprachigen in der Verwaltung, und da wäre ich durchaus bereit, auch einmal einen Vorstoss zu unterstützen, um dieses Problem anzugehen. Aber ich denke, damit sind wir hier auch gleich wieder beim falschen Beispiel, mit dieser Antenne der Steuerverwaltung in Moutier, um das generelle Problem anzugehen, dass die Romands, die Französischsprachigen, vor allem in den Top-Jobs der Verwaltung des Kantons Bern unterrepräsentiert sind. In der Bundesverwaltung, da funktioniert es. Von Freiburg oder von Neuchâtel her hat man ungefähr gleich lang, um in die Hauptstadt arbeiten zu gehen, wie aus dem Berner Jura. Ich weiss nicht, warum es nicht funktioniert. Vielleicht gehen, diejenigen, welche französischsprachiger Muttersprache sind und das Profil für Top-Kader haben, lieber zum Bund arbeiten. Ich weiss es nicht. Was durchaus ein Ansatz sein könnte, ist, dass wir Biel als Verwaltungsstandard stärken, als zweisprachige Stadt. Da würde ich auch jederzeit helfen. Aber, ich glaube, Sie haben hier nun zwei Dinge verwechselt. Ein Ziel würde ich unterstützen. Bei dem, worum es hier geht, sehe ich schlicht den Zusammenhang nicht.

Stefan Costa, Langenthal (FDP), Vizepräsident. Etienne Klopfenstein, Sie fühlen sich angesprochen? – Sie haben das Wort für eine kurze Replik.

Etienne Klopfenstein, Corgémont (UDC). Cher collègue Brönnimann, je sais qu'il y a des problèmes, peut-être, au niveau de recruter des francophones. Tout ce que je voulais dire, c'est que dans la Direction des finances, il n'y a que trois pour cent de cadres francophones. Et puis, c'est là qu'on en enlève encore le plus. C'était cela, mon problème, ce n'est pas ce que vous avez dit.

Stefan Costa, Langenthal (FDP), Vizepräsident. Der Motionär will vor der Regierung sprechen. Das Wort ist frei für Grossrat Tobler.

Marc Tobler, Moutier (UDC). Je crois que j'ai compris votre message, et je suis d'accord de transformer la motion en postulat. Je vous remercie de la discussion, et puis je comprends d'après les discussions qu'on a eues, que problèmes il y a, et j'espère que le gouvernement va y réfléchir.

Stefan Costa, Langenthal (FDP), Vizepräsident. Das Wort ist frei für die Finanzdirektorin, Beatrice Simon.

Beatrice Simon, Finanzdirektorin. Der Regierungsrat ist sich durchaus bewusst, dass organisatorische Massnahmen sehr emotional und im Berner Jura vielleicht noch ein bisschen sensibler sind. Aber einfach zur Erinnerung: Die kantonale Steuerverwaltung, die zur Umsetzung der Motion Brönnimann aufgefordert ist, muss bis Ende 2021 insgesamt 9,5 Stellen in irgendwelchen Bereichen einsparen, und dieser Stellenabbau, das ist mein Auftrag, den ich ihnen gab, muss ohne Entlassungen erfolgen. Dann haben wir noch die überwiesene Motion Kipfer (*M 165-2015*), welche verlangt, dass es in der Verwaltung eine ständige Aufgabe sein soll, Effizienzsteigerungen zu überprüfen. Und wie ich schon verschiedentlich festgehalten haben, auch hier am Rednerpult: Wir nehmen diesen Auftrag und diese Aufgabe sehr ernst. Der Regierungsrat erachtet es sowieso als Dauerauftrag, dass man immer wieder überprüfen muss, ob bestehende Aufgaben effizienter erledigt werden können und wo personelle Einsparungen, vor allem durch eine bessere Nutzung von Synergien, erreicht werden können.

Ja, und jetzt hat die Steuerverwaltung eben festgestellt, dass bei den beiden kleinsten Standorten, nämlich der Region Seeland und Biel, am meisten Potenzial für Synergien besteht. In der Vorstossantwort hat der Regierungsrat aufzuzeigen versucht, welche Vorteile mit der angestrebten Reorga-

nisation erreicht werden könnten. Sie konnten auch lesen, dass es nicht nur darum geht, Personalressourcen einzusparen, sondern es geht vielmehr auch darum, dass man neue französische Teams gründen will, die spezifisch die französischsprachigen Bürgerinnen und Bürger von beiden Regionen betreuen sollen und so letztendlich auch eine Verbesserung der Dienstleistung anbieten können sollen. Wir haben übrigens auch den Dialog mit dem Bernjurassischen Rat (BJR) durchgeführt, und zwar am 4. November. Das ist so ein traditionelles Treffen. Wir haben dem BJR diese Reorganisation auch vorgestellt, und sie haben sie zur Kenntnis genommen und können sie so auch unterstützen.

Zusammenfassend kann festgehalten werden, dass die Reorganisation eine Verbesserung des Dienstleistungsangebots und eine Stärkung der französischen Sprache bringen wird. An den Kundendienstleistungen und an den persönlichen Kundenkontakten in beiden Regionen wird sich ganz sicher nichts ändern. Diese Leute werden nach wie vor präsent sein. Trotzdem nimmt der Regierungsrat all diese geäußerten Bedenken sehr ernst, und es soll auf alle Fälle nicht der Eindruck entstehen, dass der Berner Jura wegen irgendeiner Reorganisation in irgendeiner Form benachteiligt sein soll. Das ist wirklich nicht der Fall. Auch als Zeichen, dass wir das ernst nehmen und dass es auch eine ständige Aufgabe ist, beantragen wir Ihnen, dass diese Motion eben als Postulat angenommen werden soll. Und vorhin habe ich es gehört: Der Motionär hat auch gewandelt. Also, eigentlich haben wir dann keine Differenz mehr, und ich danke Ihnen, wenn Sie dieses Postulat genehmigen.

Stefan Costa, Langenthal (FDP), Vizepräsident. Wir kommen zur Beschlussfassung. Die Frau Regierungsrätin hat es ja gerade gesagt: Wir befinden über ein Postulat. Wer das Postulat annehmen will, stimmt Ja, wer dies nicht will, stimmt Nein.

Abstimmung (2019.RRGR.263; als Postulat)

Vote (2019.RRGR.263 ; sous forme de postulat)

Der Grosse Rat beschliesst: / Décision du Grand Conseil :

Annahme / Adoption

Ja / Oui	139
Nein / Non	3
Enthalten / Abstentions	2

Stefan Costa, Langenthal (FDP), Vizepräsident. Sie haben dieses Postulat angenommen, mit 139 Ja- gegen 3 Nein-Stimmen bei 2 Enthaltungen.